

Chères lectrices,
chers lecteurs,

Dans cette édition du Bulletin, nous vous présentons en éditorial une analyse du Tournant Vert de Stéphane Dion.

Vous trouverez par la suite la transcription de l'allocation de **Corinne Gendron** (p.4) présenté à l'Université Concordia sur les paramètres de durabilité.

Puis, à la **page 7** vous trouverez un compte-rendu du 5^e Forum Tremblant qui portait sur la philanthropie par **François Décary-Gilardeau**.

Finalement, **Miguel Rojas** (p.13) vous propose un regard critique du film « The World According to Monsanto » de Marie-Monique Robin.

Bonne lecture!!

Éditorial, **François Décary-Gilardeau**, rédacteur en chef
Decary-Gilardeau.Francois@uqam.ca

Élection 2008 : Le Tournant Vert de Dion

Malgré l'incertitude économique qui plane sur l'économie mondiale, l'enjeu environnementale demeure une priorité pour les électeurs. Dans ces domaines Louis-Gilles Francoeur qualifiait le plan libéral comme étant « le plus complet » avec celui des Verts. Dans les cercles environnementaux beaucoup d'attention a été apporté au Tournant Vert tel que proposé par Stéphane Dion, mais peu de réflexion. C'est pourquoi nous avons décidé d'analyser en profondeur les enjeux soulevés du Tournant par rapport aux débats économiques et écologiques contemporains. Le Tournant Vert est une proposition de virage écologique audacieuse, une première canadienne inspiré de la fiscalité verte.

Bien qu'ils touchent une grande diversité d'enjeux (sécurité énergétique, dépendance aux énergies fossiles, emplois, justice sociale, commerce, etc.), le Tournant Vert est avant tout une mesure fiscale. Il consiste à instaurer un prix à la pollution, plus précisément à l'émission de gaz à effet de serre reliée aux énergies fossiles. Il vise essentiellement à combattre les changements climatiques, qualifiés par Al Gore, comme le plus grand défi du siècle.

Inciter les bons comportements

L'utilisation de mesures économiques pour freiner, voir réduire les comportements ayant des conséquences négatives pour la société n'a rien de novateur.

Pour ne donner qu'un exemple, depuis fort longtemps au Canada et au Québec, on impose une taxe sur la consommation de tabac, dans le but d'inciter les fumeurs à arrêter cette mauvaise habitude qui entraîne des coûts sociaux et économiques pour le Canada. Une telle mesure n'est pas inusitée dans la poursuite d'objectifs environnementaux. Par exemple, de plus en plus de détaillants tels que la SAQ demandent à leurs consommateurs de payer pour les sacs à usages uniques lors de leurs achats, incitant un comportement meilleur.

En fait l'utilisation de mesures fiscales s'insère facilement dans la logique marchande de nos sociétés, elles sont inspirées de la logique de l'utilisateur-payeur (ou pollueur-payeur). La finalité de telles mesures est de diminuer l'impact de nos choix en tant que consommateur ou entrepreneur sur la société, voir sur nous-mêmes dans le cas du tabac. Par rapport au changement climatique, il existe un débat très fort quant à la façon la plus efficace de diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Le premier mécanisme économique est celui de plafonds et d'échange de crédits (Cap and Trade) alors que le second est l'imposition d'une taxe. Ultimement, les deux mécanismes cherchent à associer un coût à l'émission de gaz carbonique.

À l'origine, Stéphane Dion penchait pour le premier mécanisme qui consiste à fixer un plafond régional d'émission de gaz carbonique et de permettre aux pollueurs de s'échanger les permis de carbone en fonction de leur émission réelle. Ainsi, un entrepreneur ayant dépassé ses limites d'émission de GES, se verrait dans l'obligation d'acquiescer des permis d'émission sur un marché de carbone, sous peine d'amende. Ce marché fonctionnerait en fonction de l'offre et de la demande. Les promoteurs d'un tel système soutiennent que ce dernier permet une allocation optimale des ressources. En fonction des prix sur le marché du carbone, l'émetteur de GES peut choisir d'acheter des crédits ou de modifier ou moderniser ses opérations pour réduire sa propre pollution, en fonction du coût de chacun.

Lors du lancement du Tournant Vert, le 19 juin, Stéphane Dion réaffirmait préférer cette solution, précisant que le Tournant Vert n'était pas incompatible avec celui-ci. Devant l'urgence d'agir, une taxe sur les émissions est plus simple et rapide à instaurer. C'est pourquoi le Tournant Vert repose sur le deuxième mécanisme qui consiste simplement à établir un prix aux émissions de carbone. Cela revient à internaliser une partie des externalités associées à l'utilisation de combustibles fossiles. Dans le cas qui nous intéresse, la taxe serait prélevée sur l'achat en gros de produits pétroliers et progresserait annuellement pour atteindre 40\$ par tonne émise d'ici quatre ans.

Voilà pour ce qui est de la partie du prélèvement fiscal. Le tournant vert se voulant fiscalement neutre, il est accompagné d'une série de mesures visant à promouvoir à son tour des comportements ou activités que l'on peut qualifier de positive pour l'économie et la société, basé sur l'efficacité économique et la justice sociale. L'enveloppe qui sera dégagée de la taxe sur le carbone selon les estimations libérales devrait tourner autour des 15 milliards de dollars la quatrième année. Cette dernière permettra au gouvernement de dégager une marge de manœuvre pour mettre en place ses programmes progressifs.

Encourager les comportements positifs

Si l'on accepte qu'il faut combattre la pollution découlant de nos activités économiques et citoyennes, ces dernières ne sont pas en soit négatives tels l'emploi, l'innovation, etc. Pourtant, il est assez paradoxal de constater que les gouvernements, via nos impôts tirent leurs revenus

principalement en taxant le travail et les bénéficiaires. Bien que l'on reconnaisse à l'État la légitimité de survenir à ses besoins par des taxations, il semble contre-productif de taxer les travailleurs. Depuis longtemps, les partisans de la fiscalité verte défendent l'idée du double dividende. Le double dividende consiste à taxer les comportements négatifs sur l'environnement pour alléger le fardeau imposé à des activités « positives ».

Déjà, quelques pays scandinaves ont mis en place l'approche jusqu'alors théorique du double dividende avec des résultats satisfaisants. C'est le cas notamment de la Suède et du Danemark. Les sommes perçues peuvent être réinvesties vers des mesures à saveur environnementale telle que l'efficacité énergétique qui a des retombées positives pour l'environnement, l'emploi et diminue la facture énergétique des citoyens.

À mon avis, il n'existe pas de contradiction entre l'imposition d'une taxe environnementale visant à internaliser les externalités et l'utilisation des recettes pour réduire le fardeau des particuliers, chez les moins fortunés ou stimuler l'innovation chez les entreprises. Au contraire, ce type de mesure peut permettre d'atteindre la finalité d'une économie forte qui prend réellement plus en compte l'environnement, simplement parce que c'est dans son intérêt économique. Par une série de mesures, c'est essentiellement ce que prétend faire Stéphane Dion avec son Tournant Vert.

En fait, le grand mérite du Tournant vert est d'envoyer un signal économique clair aux canadiens, soit la pollution entraîne des coûts qui doivent être acquittés et qu'il faut diminuer les aspects régressifs de certaines impositions telles que celles appliquées au travail.

Conclusion

En conclusion, je ne peux m'empêcher de réprimander la couverture faite au Tournant Vert de Stéphane Dion et je le dis, sans partisanerie. Dans un cirque médiatique surréaliste, on nous a dit et répété que le Tournant Vert était trop compliqué. Mais n'est-ce pas justement le rôle des médias d'informer la population sur des enjeux complexes, n'est-ce pas le rôle des spécialistes de vulgariser l'information et du même coup d'éduquer les gens. Bien sûr, le monde est complexe et les luttes politiques le sont également. La réponse aux problèmes contemporains le seront également !

Colloque sur la gestion écologique et démocratique des déchets Bilan et perspectives

20 octobre 2008 dès 9h
Pavillon Sherbrooke de l'UQAM
200 Sherbrooke ouest, local SH-2140
Exposition de photographies sur le nucléaire
dans le grand hall du pavillon

Où vont nos déchets ?
Pourquoi ?
Pour qui ?
Quelles solutions ?

Photographie par André Méthot © 2008



Contribution volontaire
suggérée de 10 \$

Réservations recommandées
514-392-0096
permanence@rqge.qc.ca

Organisé par :



En collaboration avec :



Et l'appui financier de :



In search of sustainability parameters*

Par Corinne Gendron

Titulaire de la Chaire de Responsabilité Sociale et de Développement Durable—UQAM

Since the last decade, different social actors are invited to contribute to the design of a new development model in an era of exceptional challenges at the ecological and social levels. But despite many discourses and initiatives, the corporate contribution to sustainable development seems to remain difficult, and in some cases unreachable. Of course, sustainability as a business practice is new. But as more and more businesses engage in sustainable development modernization, the road to sustainability does not get any easier, on the contrary. How can we explain what seems to be a challenge with no clear solution, and how can businesses manage to handle what seems to be a moving target?

Firstly, there are some simple problems that explain the difficulties businesses face in their process towards sustainability. We can list at least four. Often, because sustainability is so new, but also because there is a lot of confusion about its significance, businesses do not know where to begin. Moreover, when they get an idea about what they can do, they are not sure about what is important or where to put the priorities. In the same range of uncertainties, many businesses hesitate to engage in sustainability process because they do not know how far they will have to go, and they are afraid of losing control of the modernization to be undertaken. And lastly, businesses don't want to fail, because a failure would mean important cost not only in terms of money and energy, but also in terms of reputation.

Those are undoubtedly reasons why many businesses wait to engage in sustainable development, even if they are subject to governmental or social pressure. Others find a way to deal with the modernization process in what I would call a "secure way": they give the file to an external consultant, or they give it to, what I call, an internal consultant, namely a sustainable division in the organization, in charge of ideally integrating sustainability to the rationale of profit maximization or at least not disturbing such rationale.

Even if such an initiative is not bad in itself, to handle sustainable development as a specialty within the organization or as a specific external expertise, will hardly change business performance in the sustainability field. The reason for this is simple: sustainable development is about the organization as a whole, but also the organization as a specific actor in a society facing new challenges. It concerns all levels of the organization, but also challenges the organization in its core business, as the market dynamic was the only one to do it until recently.

Even if they are confused most of the time, these are the two levels questioned by sustainability modernization: the organizational level, where the production process takes place, and the institutional level which concerns the core business in itself, the purpose of the firm. Each level commands a specific type of response, and brings out totally different challenges for managers.

At the organizational level, the difficulty of sustainability can be explained by at least two different factors: the rationale behind sustainability, and the prerequisite of openness towards stakeholders, or what sociologists like me prefer to call, social actors. We often hear that to engage in sustainability means to change the way we make decisions at all levels and the way we undertake every activity, by integrating new parameters that respond to sustainable development principles and imperatives. But what is usually left behind is the fact that imposing this new rationality will inevitably lead to a conflict with an older one, patiently built through internal communication, responsibility line, performance indicators, employee training, etc. Thus, to integrate sustainable development principles in all the decision process of the organization supposes not only to add new criteria to decision making, but also to understand how it changes the old rationality and how the organizational message has to be adjusted accordingly. The second factor, which in my view introduces a

real challenge for businesses engaging in sustainability, is the governance principle that requires a dialogue between the firm and its stakeholders. Today, most firms pay attention to stakeholders, but it is mostly as a risk management strategy. Even if firms show certain knowledge about them, they have not developed the skills to dialogue with their stakeholders in a positive and constructive way. In fact, as the ambitious *Response Project Research* points it, a fruitful dialogue with stakeholders demands an extraordinary capacity of internal change and adaptation that might be hard to achieve for most important bureaucratic organizations. It is by active participation of these stakeholders in the organization that the firm can truly innovate and distinguish itself by an unusual sustainability performance, an openness still hard to manage for numerous businesses.

Of course, other organizational difficulties might show up, but the rationale behind sustainability and the prerequisite of openness to stakeholders are, in my view, two important challenges not always well understood by businesses today.

But still, these difficulties can be handled by any organization willing to engage in a sustainability modernization process. It is not the case with what I call the institutional level where in some cases, the business has simply no answer to give to the question of sustainability.

At this second level, the question can be formulated as follow: how does your activity, or product, contribute to sustainable development? Or more simply put: does your activity, or product, contribute to sustainable development? Of course, to answer to that question, the definition of sustainable development seems inescapable. But, since sustainability remains undefined in many respects, it is not surprising that the exercise undertaken by most firms is to propose a definition that confirms their positive contribution to the global objective of sustainable devel-

opment. It is needless to say that this exercise has its limits, and this explains why certain proactive businesses don't hesitate to change the definition of their mission while maintaining their traditional activity, such as BP who adopted the slogan Beyond Petroleum to define itself. But what is important here is that sustainable development seems to play a legitimacy role for businesses. It is as if the legitimacy attached to the production process itself not so long ago, namely the business' capacity to produce in an efficient way for a sovereign demand, has been replaced by a legitimacy based on the end of the production, and its adequacy with the normative project of a sustainable society. Does this mean that the market is suddenly determined by a political project? If this might be hard to confirm, we can at least acknowledge that since the last decade, values and social claims are increasingly structuring the market through boycott and bycott, and favor a differentiating process based on social and environmental quality, particularly through labels and certifications.

These initiatives compete with the law of demand to assess the relevance of a specific product or activity for the society in this era of specific challenges, where well-being can no longer be understood as consumption. It also means that the sustainability modernization of businesses can't be solely undertaken by businesses themselves, as they are not well positioned to evaluate their relevance or irrelevance to the sustainability objective of a society. Of course they can manage modernization at the organizational level, but at the institutional level, they have to acknowledge the analysis of social movements and the social compromise formalized by public authority through legislation and taxation.

*This allocution was originally presented at the 2008 North American Congress on Social and Environmental Accounting Research on the 9th of July 2008, Montréal.



C O L L O Q U E I N T E R N A T I O N A L

La responsabilité sociale des entreprises et l'environnement

Les 27 et 28 octobre 2008

Conférence d'ouverture :

Line Beauchamp, ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Quels sont les enjeux auxquels font face les entreprises en matière de responsabilité environnementale? Voilà la question principale sur laquelle se pencheront les participants au prochain colloque du Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal.

Ce rendez-vous unique réunira quelque 30 spécialistes de différents horizons, qui aborderont les thèmes suivants :

Responsabilité sociale des entreprises et consommation éthique
Gestion des risques environnementaux par les institutions financières
Vérification environnementale et rapport
Poursuites stratégiques contre la mobilisation publique (SLAPP)
Le futur de la Loi québécoise sur la qualité de l'environnement
Nouvelles dimensions de la responsabilité des entreprises



Lieu :
Pavillon Roger-Gaudry,
2900, boul. Édouard-Montpetit
Horaire :
27 octobre de 8 h à 18 h
28 octobre de 8 h à 12 h
Traduction simultanée

Information et inscription :
www.crdp.umontreal.ca/colloque_environnement
téléphone : 514-343-6111, poste 1-8742

Organisé par :



CENTRE DE
RECHERCHE EN
DROIT PUBLIC

Université
de Montréal



Subventionné par :

Développement durable,
Environnement
et Parcs

Québec



La philanthropie, remède au capitalisme ?

Par François Décary-Gilardeau

Adjoint de recherche à la Chaire de Responsabilité Sociale et de Développement Durable –UQAM

Le 17 septembre dernier, dans les Laurentides, avait lieu le Forum Tremblant 2008 organisé par la firme de relation publique National. Cet important colloque sur la responsabilité sociale de l'entreprise et la durabilité en était à sa cinquième édition et avait pour thème : « Donner et investir pour l'avenir » ou dans sa version anglaise : « Looking forward, giving back ». Une place importante a donc été accordée à l'investissement social et à la philanthropie stratégique avec des conférenciers venus des quatre coins de la planète. En plus d'être une occasion de réfléchir sur certains enjeux complexes, le Forum Tremblant demeure essentiellement une occasion de rencontrer les hauts dirigeants de grandes entreprises ainsi que de nombreux représentants de la société civile.

Dans ce compte rendu sur le Forum Tremblant, nous nous concentrons sur les trois panels de la journée qui donnèrent lieu à des débats palpitants et à une très grande interaction entre les participants.

Will it be enough ?

Devant la multitude de problèmes sociaux et environnementaux, l'élargissement du fossé entre les besoins et les moyens et aussi face au désengagement de l'État, est-ce que les compagnies et les fondations réussiront à répondre aux besoins ?

Le premier intervenant était **Pierre Boivin**, président du Club de hockey Canadien et du Groupe Spectacles Gillett. Selon lui, même si elle devient de plus en plus efficace dans l'atteinte des résultats, la philanthropie stratégique des entreprises ne suffira pas. Il importe d'intégrer les individus à contribuer dans cet effort philanthropique. Il remarque que la culture française québécoise ne valorise pas suffisamment la philanthropie et nous invite à prendre exemple sur le Canada anglais, voire sur les États-Unis. Plus tard, lors de la discussion, M. Boivin donne comme exemple le cas de l'Hôpital Sainte-Justine, où une campa-

gne de financement a forcé le gouvernement à investir dans ce projet. Selon ses propres termes : « When you pave the way, government have to follow », insistant donc sur les initiatives philanthropiques pour imposer des projets aux gouvernements en vue du bien commun. Il explique également comment les gens plus fortunés, tels que les joueurs de hockey, ont une responsabilité vis-à-vis de la population en générale. Il en profite pour rappeler le succès des fondations créées par le Club où par des membres individuels.

Pour **Kevin McCort**, président et chef de la direction de Care Canada, basé à Ottawa, la philanthropie ne sera pas suffisante. Notamment, M. McCort déplore que très peu d'argent aille à des causes internationales, alors que les besoins sont très grands. Il nous explique d'une part qu'une très petite partie des sommes consenties à la charité va à des causes à l'extérieur du pays. En plus, ce ne serait que 3% des entreprises qui obtiennent des crédits d'impôt pour des dons à des organismes caritatifs. Il explique ce faible intérêt par des défis colossaux qui demandent un travail en profondeur et à long terme et qui ne donnent pas de résultats immédiats alors que c'est souvent une exigence pour avoir du financement : « show us progress and you'll have money ». M. McCort précise et c'est consensuel au sein des panélistes que le Canada, malgré la croyance populaire, n'est pas vraiment une nation généreuse, ni individuellement au niveau citoyen, ni au niveau gouvernemental.

Pour **Bill Young**, président de Social Capital Partners, il est possible de faire de l'économie et de travailler différemment. Bien sûr, il est important de donner, mais M. Young prétend que l'on peut également bâtir des modèles d'affaire différents qui permettent à des gens défavorisés de devenir indépendants et d'obtenir un travail. M. Young parle de l'importance de l'économie sociale et mentionne que le Québec est un leader dans le domaine. Cette façon de faire des affaires a des objectifs différents de l'entreprise capi-

taliste, dans le sens que sa mission est avant tout sociale, sans remettre en question l'obligation d'être rentable.

Finalement, le professeur **Peter Frumkin**, directeur de *RGK Center for Philanthropy and Community Service* à la Lyndon B. Johnson Scholl d'Austin (Texas), croit que peut-être il y en aura de financement pour répondre aux besoins et combler le manque provenant du recul de l'État. Il remarque que malgré la part de budget descendante de l'administration américaine pour des programmes sociaux, la philanthropie provenant du privé ou des individus s'est grandement développée au cours des dernières années. Il voit avec un bon œil l'avènement de la philanthropie scientifique qui suit la logique marchande de la main invisible comme principe organisateur en réponse à la charité, qui selon lui n'est plus dominante et relève du passé. Le professeur Frumkin soulève une importante question, qui malheureusement ne sera pas reprise par rapport à la dérive d'un modèle d'assistance sociale provenant du domaine public vers des sources d'origine public. Cette question toute simple est la suivante : « Is it what we want ? »,

Enfin, les intervenants ont été invités à émettre une liste de suggestions pour les organismes souhaitant profiter de fonds privés pour développer leurs programmes, voici ce qu'ils ont amené :

- Identifier clairement les valeurs inhérentes au projet et avoir une vision claire;
- Concentrer vos efforts sur vos forces (focus);
- Faire le suivi, mesurer les impacts et les rapporter;
- Entretenir une bonne relation avec le bailleur de fonds;
- Prendre l'initiative;
- La patience;
- S'ouvrir à la collaboration;
- Construire une base et
- S'ouvrir à la jeunesse.

L'industrie de la philanthropie

De plus en plus, les fondations, les organismes de charité et l'économie sociale empruntent des stratégies de gestion et marketing pour mener à bien leurs projets. D'autres parts, on voit également des entreprises opérer sur des terrains ins-

tables pour y faire des affaires et contribuer à une certaine croissance économique. Ces changements de mentalité et innovations transforment notre perception de la philanthropie et nous amènent même à parler du développement d'une « industrie philanthropique ». On assiste présentement à des innovations de ces derniers pour arriver à leurs fins. Quelles sont ses innovations et quelles sont celles qui donnent les meilleurs résultats ?

Pour le président et chef de la direction de Cordiant Capital, **David Creighton**, la pauvreté dans laquelle sévissent de nombreuses populations dans les pays du Sud provient du manque de capitaux et l'exploitation sous optimale des ressources naturelles. Se disant lui-même capitaliste, il prône l'investissement par les firmes du nord dans des pays moins riches pour développer les activités économiques et profiter par le fait même d'opportunités d'affaires. Pour Creighton, la durabilité consiste à lever des capitaux, lancer un projet rentable et l'administrer à moyen terme pour en dégager des bénéficiaires qui seront par la suite réinvestis ailleurs. Cette définition pour le moins créative n'est pas sans soulever des questions quant à la contribution réelle des activités dans lequel Cordiant Capital est impliqué. Dans la liste des exemples que M. Creighton donnait, il mentionnait la construction d'une usine de transformation du soya en Argentine. Pour plusieurs groupes écologistes et de défense des droits humains, les grandes cultures de soya dans ce pays d'Amérique latine substituent les cultures vivrières des populations locales et contribuent à la sous-alimentation de certaines franges de la population. Même si ce cas peut sembler problématique, M. Creighton insiste sur le fait qu'une bonne gouvernance ne peut accepter de compromis et se doit d'atténuer les risques pour l'investisseur, ce qui semble indiquer une vision où l'intérêt des actionnaires serait nécessairement en symbiose avec les attentes des populations locales et de l'environnement sinon les risques seraient trop élevés.

Pour **Elmira Bayrasli**, directrice partenariat, politique et diffusion chez Endeavor, le grand défi des pays en émergence ne provient pas nécessairement de l'accès au capital, mais bien au développement d'une culture entrepreneuriale au sein des acteurs économiques. Pour cette dernière, les années passées ont démontré que « the poors are bankable », il faut plutôt s'atteler à la

création de réseaux, la facilitation de chaîne d'approvisionnement intégrée et le mentorat. Il faut donc aller au-delà du microcrédit et stimuler également la création des petites et moyennes entreprises qui à leur tour donneront des opportunités pour les populations locales de sortir de la pauvreté. L'aide à la classe moyenne par cette organisation à but non lucratif contribuerait à construire la confiance, ce qui favoriserait les échanges commerciaux et l'entrepreneuriat en général.

Trouver de la valeur dans les valeurs

Ce troisième et dernier panel se penchait sur la question des valeurs d'entreprise et de leur matérialisation dans l'image de marque d'une entreprise responsable. Comment l'objectif de valorisation d'une image vient-il inciter les entreprises à s'investir dans sa communauté? Stratégie de marketing ou valeur fondamentale?

La responsabilité sociale des entreprises est intimement liée à la relation avec la communauté gravitant autour de l'entreprise et à la réponse des attentes de ces premiers. Pour **Andrew Marshall-Roberts** qui est à la tête de la division responsabilité sociale chez Standard Life Groupe (Edinburgh), la CSR (Corporate Social Responsibility) s'exprime dans la quotidienneté comme l'habileté à maintenir et travailler dans un « Complex Stakeholder Relationship ». Ce qui nécessite des investissements dans les communautés où l'organisation est présente, des investissements qui reflètent les valeurs profondes de l'entreprise.

Chez Cascades, selon **Jocelyne Pinsonneault**, vice-présidente marketing pour Cascades Tissue Group, ces valeurs sont en premier lieu le respect de l'environnement qui s'illustre d'abord par une amélioration continue des procédés pour minimiser l'impact écologique des activités, mais également et peut-être plus important encore dans les approvisionnements. À cet égard, Cascades est principalement reconnue pour la très grande quantité de matière recyclée utilisée. Pour Mme Pinsonneault, la différenciation de Cascades les a poussés à offrir une marque maison, pour aider les consommateurs soucieux de l'environnement et de la forêt québécoise à faire des choix éclairés. L'autre valeur fondamentale de Cascades est l'implication dans la communauté, ainsi que l'implication de ses employés. Le lien semble très fort entre la gestion des res-

sources humaines et le retour dans la communauté de Cascades. À ces deux niveaux, elle remarque des défis importants en terme de sensibilisation et d'éducation, défi que le site internet www.petitgestevert.ca tente de relever.

M. **John Lawrence**, directeur de la responsabilité sociale de l'entreprise chez Wal-Mart Canada, est venu nous présenter le programme de durabilité de la multinationale. Wal-Mart a identifié trois buts généraux pour son programme de durabilité :

- Transition vers les énergies renouvelables et économie d'énergie
- Réduction des déchets
- Offrir des produits responsables

L'impact de ce programme est loin d'être négligeable, la taille considérable de l'entreprise lui permet d'exercer une pression réelle sur leurs fournisseurs notamment au niveau de l'emballage (packaging) qu'ils insistent à réduire. Atteignant d'un coup deux objectifs environnementaux, la réduction des déchets et l'optimisation du transport. Wal-Mart se veut un acteur important dans sa communauté, c'est pourquoi ils ont mis en place un programme national de visibilité et d'appui à des initiatives d'envergure nationale, de plus chaque magasin dispose de budget discrétionnaire pour appuyer des initiatives plus locales. Face à la critique sur les conditions de travail parfois douteuses chez ses fournisseurs, Wal-Mart a également mis en place un programme de suivi de sa marchandise. Ils s'assurent ainsi que ses fournisseurs respectent des critères minimums par rapport aux droits des travailleurs, ce qu'il nomme un programme d'« Ethical sourcing ».

Conclusion

Le Forum Tremblant aura soulevé quelques questions intéressantes (plus que ce qui est rapporté ici). Il aura surtout permis de relever une tendance forte qui devrait toutefois nous inciter à nous interroger sur la direction que prennent nos sociétés. Cette tendance est d'une clarté déconcertante, soit : de plus en plus, la philanthropie et de surcroît la philanthropie stratégique est amenée à remplir les rôles traditionnellement réservés à l'État tel que la santé et les services sociaux. Face à des salaires minimums trop bas et des prestations d'aide sociale insuffisantes, on vient mettre un baume sur la plaie. Ainsi, il est pertinent de se questionner sur le : « Will it be

enough ? », mais la réflexion ne doit pas s'arrêter là, demandons-nous également : « is it right ». Cette dérive de l'État-providence, une utopie diront certains, vers un système où une poignée de bons riches pourraient sauver le monde : « Philanthrocapitalism : How the rich can save the world » se rapproche du jovialiste.

L'autre question découlant de cette première est la légitimité des choix des philanthropes et l'absence d'impunité. Comme l'exprime Aude Fournier dans une excellente lettre adressée au Devoir¹ alors que 80% des sommes viennent de 20% des donateurs et que 59% des fonds recueillis sont dirigés vers 1% des organisations

caritatives, on comprend le pouvoir d'orientation que détiennent les bailleurs de fonds. En poussant un peu plus loin, on peut se demander comment les philanthropes de demain choisiront les valeurs à privilégier lorsqu'il sera temps de signer un chèque. Dans cette même veine, **Brenda Plant**, codirectrice d'Étiquette Inc, croit qu'avec la grande popularité de la cause environnementale, il existe bel et bien un risque que celle-ci soit privilégiée au détriment de causes sociales, mais cela, c'est le temps qui nous le dira.

¹ Fournier, Aude. 2007. « La dérive de la philanthropie au Québec » <http://www.ledevoir.com/2007/08/31/155090.html>

Citations du mois

Bishop, Matthew et Micheal Green. 2008.

« *Philanthrocapitalism : How the rich can save the world* ». Bloomsbury Press : New-York. 298 pages.

« At a combined total estimated at 37 \$billion, Buffet's philanthropic donation was the largest ever » *page 1*

« By 2009, the Bill and Melinda Gates Foundation plans to give away over \$3billion ... every year » *page 2*

« In 2008 the world had record 1,125 billionaires, up from a mere 140 in 1986 » *page 5*

« Philanthropy does not exist in a vacuum. Throughout history, wealthy philanthropist have had to define their role in relationship to the state. Each of the past philanthropic golden ages ended with the state ratcheting up its role in society ... recent attempt in many countries to roll back the borders of the state through privatization, deregulation, tax cutting, and attrition that has made space for the philanthrocapitalists of the fifth golden age » *page 28*

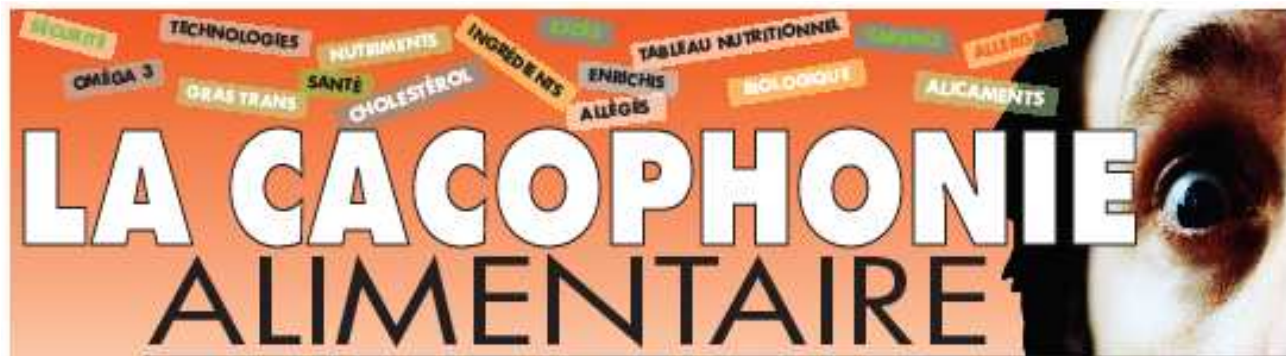
« From those to whom much is given, much is given » *Page 31*

« It is the competitive challenge ... by the new entrants to the philanthropic market that, more than anything, is putting pressure on the old foundations to change. Increasingly, they are concluding that they need to adapt or be left behind. That's philanthrocapitalism. » *Page 171*

HOW THE RICH CAN SAVE
THE WORLD

philanthro-
capitalism

MATTHEW BISHOP
& MICHAEL GREEN



LA CACOPHONIE ALIMENTAIRE

6 octobre 2008 - HOLIDAY INN MONTRÉAL MIDTOWN, 420 rue Sherbrooke Ouest Montréal - MÉTRO : PLACE-DES-ARTS

Sollicité par la publicité de l'industrie agroalimentaire, mis en garde par les professionnels de la santé, influencé par les médias, le consommateur est assailli de messages souvent contradictoires.

Tant de mots sont au cœur de l'information perçue par les consommateurs. Perçue, oui, mais cette information est-elle comprise? À vouloir trop informer, n'obtient-on pas l'effet contraire? Qui a tort, qui a raison? Comment s'y retrouver?

Au cours de ce colloque organisé par **Initia** (Fondation des gouverneurs), les transformateurs, distributeurs, chercheurs, analystes et médias s'interrogeront entre autres sur un point : l'avalanche de messages ne nuit-elle pas à la

compréhension du consommateur? Cette question qui interpelle tous les acteurs de l'industrie, et particulièrement ceux du marketing, de la publicité et des relations publiques doit trouver des réponses!

Ce colloque sera l'occasion d'entendre des opinions d'experts, d'échanger des idées et de proposer des solutions; une première étape vers la recherche de l'équilibre.



Richard Couture
Président, Initia
Vice-président
Vins Arista inc.

LE PROGRAMME

8h30 Accueil

9h15



Mot de bienvenue et animation
Martin Lemire, Dt.P., M.A., Rédacteur en chef de
l'actualité ALIMENTAIRE, Président des Éditions comestibles

9h30

LES TENDANCES ALIMENTAIRES : SLOW FOOD OU PILL FOOD?

Jacques Dufresne, Ph.D., Philosophe, essayiste, éditeur de L'Agora

10h30

LA CONFUSION DES MESSAGES DE L'INDUSTRIE. QUE CROIRE? QUI CROIRE?

Nathalie Jobin, Ph.D., Dt.P., Directrice Nutrition/Affaires scientifiques, Extensio

11h

Pause-santé

11h15

DE L'ÉPICERIE AU TAKE-OUT: L'ÉCLATEMENT DES FRONTIÈRES DANS L'UNIVERS ALIMENTAIRE

Jordan L. Lebel, Ph.D., Professeur agrégé, École de gestion John-Molson, Université Concordia

12h

Dîner

13h30

BONS ET MAUVAIS ALIMENTS? ATTENTION DANGER!

Jean-Michel Lecerf, Ph.D., Chef du service de nutrition, Institut Pasteur de Lille, France

14h30

Pause-santé

14h50

L'ACHETEUR ET LE MANGEUR : CERTITUDES, DILEMMES ET CONFUSION

JoAnne Labrecque, Ph.D., Professeure agrégée, Service de l'enseignement du marketing, HEC Montréal

15h15

Table ronde. Animée par **JoAnne Labrecque**



Louis Frenette
Président et
Chef de la direction
Danone Canada



Ariane Krol
Éditorialiste
La Presse



Jean-Michel Lecerf
Institut Pasteur
de Lille



Marc Poulin
Président
Sobey's

16h15 Fin du colloque

INSCRIPTION :

Tarif régulier : 350 \$
Membres **Initia** : 290 \$
(ex-Fondation des gouverneurs)
Eveline Coumoyer :
1 450 768-3355
www.initia-qq.org

Autres inscriptions pour la
même compagnie : 160 \$



INITIA (Fondation des
gouverneurs)
À l'avant-garde du savoir
en agroalimentaire

APPEL DE COMMUNICATIONS



C'est avec grand plaisir que nous annonçons la tenue du **5e Congrès mondial d'éducation relative à l'environnement** qui aura lieu au Palais des Congrès de Montréal, du 10 au 14 mai 2009.

Le thème central de l'événement, **Vivre ensemble sur Terre**, invite les participants à contribuer au plus important projet de notre humanité : celui d'apprendre à mieux habiter la Terre, cette « maison » partagée entre nous les humains et aussi avec les autres formes de vie. La quête de ce « mieux vivre ensemble » implique d'aborder les questions d'identité, de solidarité et d'action socio-écologique. Nous explorerons les liens entre écologie, économie et écosophie. Nous nous pencherons sur la façon dont l'éducation relative à l'environnement peut contribuer à mieux arrimer entre elles ces trois dimensions de notre rapport au monde. A cet effet, douze thèmes spécifiques sont explicités dans le site WEB de l'événement : www.5weec.uqam.ca

Le congrès est axé sur trois questions-clés :

- Comment l'éducation relative à l'environnement peut-elle enrichir le sens de nos vies et améliorer notre rapport au monde?
- Comment peut-elle contribuer à l'innovation sociale et éclairer l'action citoyenne pour la résolution des problèmes socio-écologiques et l'écodéveloppement de nos sociétés?
- Comment peut-elle influencer les politiques publiques? Qu'en est-il de la dimension politique de l'éducation relative à l'environnement? Comment peut-elle préparer les citoyens à participer aux affaires publiques et exercer un rôle politique?

Cette importante rencontre permettra de célébrer le courage, la créativité et les réussites des éducateurs qui oeuvrent dans divers contextes et qui contribuent à l'amélioration du réseau des relations entre les personnes, les groupes sociaux et l'environnement. La tâche demeure toutefois gigantesque. Cette rencontre internationale permettra aux participants de cibler les défis contemporains qui se posent en éducation relative à l'environnement et d'envisager des approches et des stratégies pour les relever.

L'appel de communication est maintenant lancé. Les instructions détaillées sont disponibles sur le site du Congrès, à la rubrique « Appel de communications ». Différents types de communication sont attendus : présentations orales, affiches, tables rondes « Grande virée » et ateliers. Un Forum des ONG/OSBL permettra également aux organismes à but non lucratif de présenter leurs programmes, projets, productions et réalisations. La date limite de soumission est le 30 octobre 2008.

Ce congrès est co-organisé par Lucie Sauvé, de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement de l'Université du Québec à Montréal, Bob Jickling, éditeur du *Canadian Journal of Environmental Education* (Lakehead University), Robert Litzler, de l'Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement (AQPERE) et Grant Gardner du Réseau canadien d'éducation et de communication relatives à l'environnement (EECOM).

Signalons qu'il s'agit d'un événement trilingue (français, anglais, espagnol) et qui s'est doté d'une politique et de stratégies d'écoresponsabilité.

Coordonnées :

5WEEC 2009
5e Congrès mondial d'éducation relative à l'environnement
Secrétariat du congrès - JPDl
1555 Peel, bureau 500
Montréal, QC, H3A 3L8
Canada

5weec@jpd.com
www.5weec.uqam.ca
Tel: +1 514-287-1070
Fax: +1 514-287-1248

Is agricultural biotechnology so risky ?

Some critical remarks about the film "The World According to Monsanto"

Par Miguel Rojas

Adjoint de recherche à la Chaire de Responsabilité Sociale et de Développement Durable –UQAM

The latest film by Marie-Monique Robin, *The World According to Monsanto*, has attracted worldwide attention. The award-winning director has previously produced many other documentaries, most notably in the area of human rights. Some of these films have stirred deep controversy and won recognition for the French filmmaker. The film about Monsanto seems also poised to create a heated debate, and at a global scale. Ms. Robin has written an accompanying book that has attracted a wide readership and is being translated into many languages.

Since the first commercial release by Monsanto of transgenic or biotech crops (more commonly called GMOs, for genetically modified organisms) in 1996, a strong debate has erupted on the environmental, economic and social soundness of this type of crops. Advocates of biotech crops argue that these can contribute to a better environment, by reducing global poverty and increasing world food output. In contrast, critics claim that transgenic crops transform plant varieties that have been developed by humankind throughout the centuries into private property, while seriously menacing plant biodiversity, human health and ecosystems at the global level.

These questions are important for any concerned citizen, not to mention a student of corporate social responsibility and socially responsible investing issues. Thus, Ms. Robin's documentary is a good opportunity to stimulate a debate about the likely consequences of crop biotechnology.

Before presenting my critical remarks about the film, I would like to highlight my appreciation of its beginning. That illegal corporate behaviour can be encouraged by legislation is rather unsettling, and the film illustrates its consequences. However, the rest of the film, dealing with Monsanto's involvement in biotechnology, seems less illuminating, as I later discuss. But

let's first go back to the beginning of the movie...

When illegal corporate behaviour does not spoil (long term) profits...

The World According to Monsanto begins by showing the tragic consequences of Monsanto's alleged misconduct regarding production of PCBs (Polychlorinated biphenyls), a chemical that affects human health. Victims portrayed in the film argue that during many years Monsanto elaborated this product in one of its plant in Alabama, throwing away its wastes into the environment... in spite of the fact Monsanto's officials were aware that these could be extremely dangerous for human health. As a result, many people in the affected community become seriously sick, and some even died. A group of citizens from the community filed suit in courts, leading the firm to settle the issue in 2001, pledging to pay US \$ 700 million, to directly compensate victims, clean up contaminated sites and establish a specialised hospital.

Although US \$ 700 million looks like an enormous sum of money for any company, the film suggests that this amount is in fact very limited, if it is compared to the larger profits perceived by the firm *decades* earlier. In fact, as someone says in the film, this sort of illegal behaviour becomes highly profitable in the long term. And this is compounded by the fact that under US law, it is apparently rare that company officials are held criminally responsible for this sort of behaviour. Thus, corporate illegal behaviour is arguably encouraged. Given the weight of corporations in production and marketing activities of modern societies, it is very unsettling to see that such a void in corporate governance systems exists. The potential of corporations to harm human societies and the environment is proportional to their economic might, and indeed, corporations regularly damage the environment in spectacular ways, as

the tragic events such as the oil spill (Exxon Valdez) in Alaska, and leak of toxic gas in Bhopal, India can attest. That modern societies lack the legal tools and market-based governance systems to effectively punish and prevent corporate illegal behaviour (by making it unprofitable) is indeed scary and the film does a superb work by highlighting it.

Less clear, however, are the arguments against the development of transgenic crops by Monsanto –which looks, in the end, like the film’s most important topic. Let’s take a close look at some flawed arguments or elements about biotech that are neglected in the film, according to me.

Are transgenic crops safe?

In 1996, biotech crops were commercially released for the first time. That year, 1.7 million hectares of such crops were planted. The amount of land devoted to biotech crops has been increasing extremely fast since then. In 2007, 114.3 million hectares were planted to genetically-engineered crops¹, roughly 2.5 times the cropland area of Canada². In spite of its quick adoption and considerable acceptance by world farmers, there has not been a single case, to my knowledge, of a serious problem for human health or the environment arising from the use of biotechnology. Looking at these figures, the viewer may certainly wonder if biotech crops are as dangerous as they are portrayed in the film.

The film conveys the idea that somehow GMOs are dangerous for us all, and that they have been inadequately regulated, at least in the United States. Certainly, after viewing the film one may conclude that indeed Monsanto has benefited, perhaps, of undue influence on the regulatory decision-making. Nevertheless, to my understanding, no information is presented about a crucial point, which is: are they dangerous for the environment, and can they harm the human beings exposed to their consumption? To say that you can’t trust Monsanto, as an activist does in the film, is simply not an answer to this critical question.

It is true that a French researcher in the film presents evidence of potential threats to human

health arising from exposure to glyphosate, a Monsanto pesticide, marketed under the commercial name of RoundUp. However, this is an entirely different matter. Ever since the Green Revolution, we know that pesticides can be associated to human health and environmental risks. But any society must balance the potential costs of such risks to the benefits of an accrued food supply. The crucial point here is the potential toxicity of biotech crops themselves. However, the film’s viewer is simply left in the dark about the issue.

Intellectual property rights, breeder rights and biotechnology

Dr Vandana Shiva, a well-known anti-biotech Indian activist contends in the film that biotech crops, unlike those developed during the so-called Green Revolution, are protected by patents, held by for-profit firms, which seek ways to protect their investments. Although it is true that engines of the Green Revolution were a host of not-for-profit international agricultural research centres, such as CIMMYT (maize and wheat) in Mexico and CIP (potato) in Peru, and national agricultural research systems, Dr. Shiva’s account leaves the impression that intellectual property rights are new and are strictly associated with biotech crops. Although it is true that transgenic crops can benefit from patent protection, it is equally true that property rights for the protection of developers of plant varieties existed well before the emergence of biotech crops. In fact, UPOV (the International Union for the Protection of New Varieties of Plants) was created in 1961, with the stated goal of promoting “the protection of new varieties of plants by an intellectual property right” among the signatory nations of the UPOV Convention³. Whether the new variety has been obtained by the application of biotechnology or not is an irrelevant matter to grant protection to a breeder. Thus, intellectual property rights for new plant varieties (akin to the protection granted to innovation in manufacturing in the form of patents) have been around for quite a long time, and long before the emergence of commercial biotechnology. Moreover, it is inaccurate to portray the Green Revolution as an effort where only governments and not-for-profit players were involved. In fact, the Green Revolution (that Dr Shiva continues to oppose, by the way) de-

manded the use of external inputs such as seeds, fertilizers and machinery, all of them produced by for-profit firms.

Resource-poor farmers and biotechnology: Bt cotton in India

The film claims that widespread use of Bt cotton (a biotech crop) in India has led to a social disaster, even pushing many highly indebted small farmers to suicide. Bt cotton, it is argued, was not resistant to many diseases and the increased yields promised by Monsanto were simply absent, paving the way for further impoverishment of cotton farmers in India, a group already confronted to harsh economic conditions.

Advocates of biotech, however, present an entirely different view. India, presumably the largest cotton growing country in the world, reportedly had 3.8 million small and resource-poor farmers who planted Bt cotton in 2007, over an area covering 6.2 million ha. When the crop was first introduced in India in 2002, there were only 54,000 farmers growing transgenic cotton on 50,000 ha. More interestingly, it has been reported that 9 out of 10 farmers who grew cotton in 2005 did so one year later, and the same happened between 2006 and 2007¹. In the film, Indian agronomists suggest that the widespread use of Bt cotton seeds is the consequence of Monsanto's monopolistic control of the seed market. Perhaps this is the case. Nevertheless, other foes of the small Indian cotton farmers are left unaccounted for in the film: subsidies to cotton farmers in rich countries, such as the United States, hit their counterparts in poor countries very hard. The damage has been so extensive that in fact, Brazil, another major cotton producer, filed a formal complaint to the World Trade Organization, demanding the reform of those subsidies in the United States. According to Brazilian officials, the US paid US \$ 12 billion to its cotton producers between 1999 and 2003⁴. Oxfam America reckons that the reform of those subsidies in the US could lead to substantially improve the welfare of over a million households in West Africa –or 10 million people– by increasing their incomes from cotton by 8 to 20 percent. No doubt Indian producers will also benefit from the reform of such hurtful practices⁵. By the way, a strong reduction in subsidies to US cotton farmers can also help the ordinary US taxpayer

who finances those subsidies. Resource-poor cotton growers in India and elsewhere could be helped to overcome their poverty, if governments established appropriate, pro-poor farmer policies. In any case, to suggest that Bt cotton is the single cause of disarray among Indian cotton farmers is highly debatable, and clearly fails to present the complete picture of the drama they live.

"GMO contamination" of traditional maize varieties in Mexico

In 2000, Dr. Ignacio Chapela, a professor at the University of California in Berkeley, and one of his students published an article in the journal *Nature*, claiming that transgenic maize genes have "introgressed" (i.e. skipped from gene-pool to another) with wild varieties of maize in remote sites of Oaxaca, Mexico, in spite of the governmental ban of transgenic maize in Mexico. Dr. Chapela is portrayed in the film, defending his findings from critics. That "contamination" (as critics prefer to say) of traditional varieties could happen is no doubt a worrying possibility. However, the film doesn't discuss the findings of other university researchers in the United States that continued Dr. Chapela's research. For instance, a team of researchers led by Dr. Alison Snow from Ohio State University, analyzed tens of thousands of seeds from maize crops grown in remote areas of Oaxaca in 2003 and 2004, and found no evidence of transgenes in indigenous varieties of maize in Oaxaca⁶. No definite explanation for this result is given by Snow. Contaminated plants could have disappeared, because tough conditions in those areas did not favour them. Or perhaps it was the result of farmers to take extra precautions, eradicating suspect plants whenever they see them. In any case, the debate looks far from settled in the scientific community. However, the film only presents Dr. Chapela's viewpoint, as if it were shared by all researchers in the scientific community, with the only likely exception of those working for Monsanto.

Socially responsible investing and Monsanto

In a recent lecture of Marie-Monique Robin in Montreal, people in the socially responsible investing community attending the lecture shared their uneasiness about investing money in Mon-

santo. On the one hand, they acknowledged that the company is very profitable. On the other hand, most shared the apprehension they experienced about the assumed evils of biotechnology. These concerns raised by a growing number of the SRI community are illustrated by the so-called Norway oil fund. In recent times, managers of the large sovereign fund announced that they were considering the possibility of selling their stakes in Monsanto. In the end, they dropped the idea, preferring to divest from Rio Tinto instead.

In my view, the SRI community can benefit from exploring other views on biotech. Complex social issues, such as the potential social and environmental consequences of a new technology are not easy to tackle. Certainly, there are a growing number of people holding the view that biotechnology is beyond redemption, as the success of Ms. Robin's documentary attests. But it seems to be reasonable to review this received wisdom. People active in the CSR and SRI domains should come to terms with the fact that GMOs have gained wide acceptance worldwide, and that they are now becoming a mainstream technology. In other words, the global consensus seems to move towards acceptance of agricultural biotechnology, and not towards its flat rejection. This could explain Monsanto's financial success of later years. This change of attitude towards biotechnologies is not equivalent to say that firms involved in biotechnology should not be pressured to become more responsive to societal concerns. There is a lot that can be done by SRI

to force companies like Monsanto to be more transparent, to share information with actors of the civil society, to reassure society that their activities do not harm impoverished segments of society, such as cotton farmers in India or elsewhere. But to be successful in these efforts, environmentalists and people in the SRI community should move closer to engagement, and not stick to flat rejection of a company's core activities. In that sense, The World According to Monsanto reinforces the prevalent view in environmentalist circles, by demonizing agricultural biotechnology. This is a pity, because the relevance of the subject calls for multiple voices and perspectives, and not one-sided views.

References

- (1) International Service for the Acquisition of Agri-biotech Applications (ISAAA) (2007). Global Status of Commercialized Biotech/GM Crops: 2007. ISAAA Briefs No. 37.
- (2) World Resources Institute, Earth Trends: http://earthtrends.wri.org/pdf_library/country_profiles/agr_cou_124.pdf
- (3) UPOV website: http://www.upov.int/index_en.html
- (4) Brazil exposes US cotton subsidies. Yarn and Fibers Exchange, http://www.yarnandfibers.com/news/index_fullstory.php3?id=16296
- (5) Oxfam America. Paying the price, http://www.oxfamamerica.org/newsandpublications/publications/research_reports/paying-the-price/Paying_the_Price_Summary.pdf
- (6) Genetically modified maize not found in Mexico. Ohio State Research News, <http://researchnews.osu.edu/archive/mexmaize.htm>

Le site internet du mois !

« **GreenWashing Index: La publicité sous la loupe citoyenne** »
www.greenwashingindex.com

Fondé en 2008, le GreenWashing Index (GWI) est une initiative de la firme de consultant Enviromedia-Social Marketing. Selon le GWI, une organisation fait du greenwashing quand elle « spends more time and money claiming to be “green” through advertising and marketing than actually implementing business practices that minimize environmental impact ». Le GWI vise à dénoncer le greenwashing. En plus de permettre aux internautes de mettre en ligne des publicités et de les commentés, il propose une série d'articles et de liens en relation avec le marketing et l'environnement.

Appel de communicationsINTERNATIONAL ACADEMY OF
MANAGEMENT AND BUSINESS**CALL FOR PAPERS****IAMB 2009 CONFERENCE**

New Orleans, Louisiana

January 28- 30, 2009

Submission Deadline: October 19, 2008

The International Academy of Management and Business (IAMB) are inviting scholars and practitioners to submit papers, symposia, and posters for presentation. Topics of interests in management and business include, but are not limited to, the following areas: Organizational Studies, International Studies, Strategic Management, Technology Management and Marketing Management. Visit our web site www.IAMB.net for more details

Authors are invited to submit abstracts, extended abstracts (3 to 4 pages) or full papers for oral or poster presentation at the IAMB 2009 conference. Proposals for symposia are welcomed. Each submission must be accompanied by the [Submission Form](#) and can be uploaded with the Form or sent as an email attachment.

The submission of abstracts and proposals should be contained in a single file (MS Word), and sent to the Program Committee as an email attachment or uploaded through the web site. The submission should include: title, name of author(s), email address, institution, mailing address, and abstract (1 page), extended abstract (3-4 pages), the completed paper (up to 15 pages) or a proposal summary. Authors are advised to visit the IAMB Web site below for guidelines on the submission of abstracts and full manuscripts.

The Program Committee will evaluate all submissions and will notify the submitter by email within 30 days whether their submission was accepted or rejected.

The Program Committee advice is to submit abstracts before **October 19, 2008**.

IAMB - International Academy of Management and Business
P.O. Box 8220, Silver Spring, Maryland, USA

www.IAMB.net

Tel: (001 USA) 301-455-0555; Fax: 301-585-1417

Email: submit@iamb.net

CHAIRE de responsabilité
sociale et de
développement durable
ESG UQÀM

Téléphone : 514.987.3000
poste 6972

Télécopieur : 514.987.3372

Courriel: crsdd@uqam.ca

Téléphone : 514.987.3000
poste 6972

Télécopieur : 514.987.3372

Courriel: crsdd@uqam.ca

Visitez notre site Internet
www.crsdd.uqam.ca

Inscrivez-vous à notre liste d'envoi électronique
crsdd@uqam.ca

Bulletin de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Rédacteur en chef : François Décary-Gilardeau.

Collaborateurs : Corinne Gendron, Miguel Rojas.

Pour soumettre un article, prière de consulter le site web www.crsdd.uqam.ca.